

~ TRUCS E PATACS ~

« Aux récents championnats d'Europe de natation en Croatie, nos nageurs n'en finissaient pas de battre et rebattre quotidiennement les records tant de France que d'Europe ou du monde et de flatter ainsi par leurs exploits notre vanité nationale.

Heureusement, car pour ce qui est d'une autre discipline, à savoir celle des coups tordus dans la finance, nous voilà ramenés à un rang plus modeste et contraints de mettre notre drapeau en berne. Reconnaissons que notre Kerviel national (casaque rouge et noir de la Société Générale) porté naguère au pinacle pour avoir réduit en fumée cinq milliards d'euros est rabaissé au rang d'enfant de chœur ou d'apprenti besogneux par la performance de l'étatsunien Madoff (casaque argent-or et vert dollar de l'écurie Nasdaq). L'enfant de Wall Street réussit l'exploit, vaste à l'échelle de son pays, d'arnaquer de cinquante milliards (euros ou dollars, peu importe quand on atteint ces himalayes de pognon) quelques-uns de ses concitoyens parmi les plus huppés, dit-on, (on ne pleurera pas tant que les requins se bouffent entre eux) et peut-être certaines banques européennes et françaises (ce qui est fâcheux si parmi leurs clients se comptent des petits épargnants).

Autre discipline sportive en passe peut-être de connaître un brillant avenir et d'être reconnue olympique : le lancer de godasses à la tête d'un président ; spectaculaire, facile et peut coûteux (on peut utiliser ses propres chaussures, même usagées, et disposer d'un Président, même en fin de mandat, passant dans les parages. La première manche vient de se jouer du côté de Bagdad, télévisée comme il se doit. Ça nous a bien fait rire en nous rappelant les jeux de « Pim Pam Poum » de nos kermesses d'école et de patronage où l'on décanille des pyramides de boîtes de conserves vides avec des balles pleines de sciure.

On a apprécié le fait le Président visé à, dans un élan de magnanimité digne d'un cow boy de son Texas natal, demandé que le viseur soit traité avec mansuétude par la justice de son pays.

Il est vrai qu'une paire de tatanes même de grande pointure n'est pas une arme de destruction massive.. »
Mathieu Lacougne



L'Humanité publie le manifeste du Parti communiste de Marx et Engels

Traduction de Gérard Cornillet
Avec les contributions de Yvon Quiniou, Bernard Vasseur, Ken Loach, Isabelle Garo, Roger Martelli, Cynthia Fleury et introduit par Patrick Le Hyaric, directeur de l'Humanité.

10 euros

Passez commande à la fédération
05.58.46.41.41

Bulletin d'abonnement 2009 aux « Landes Républicaines »

Votre abonnement va arriver à échéance fin décembre 2008. Afin de continuer à recevoir « les Landes Républicaines », nous vous invitons à vous réabonner dès maintenant, et nous vous en remercions.

Nom

Prénom

Adresse

CP Localité

Abonnement annuel normal : 20 €

Abonnement annuel de soutien : 25 €

30 €

.....€

Libellez le chèque au nom de la SARL « Les Landes Républicaines » et envoyez-le à : SARL Les Landes Républicaines
BP 34 6-8 rue des Forgerons 40001 Mont-de-Marsan cedex

Gaza :

Stop à l'horreur

La France doit exiger l'arrêt immédiat de l'offensive terrestre, le retrait des troupes israéliennes de Gaza et la cessation des bombardements. Il n'y a pas d'issue dans l'escalade militaire et dans la guerre.

Les autorités françaises ayant affirmé qu'il n'y a pas de solution militaire, Nicolas Sarkozy doit en tirer jusqu'au bout les conséquences en tenant un langage de fermeté et en s'appuyant avec détermination sur le droit international, et en rappelant le gouvernement israélien à abandonner la logique de force.

Nicolas Sarkozy doit montrer que la France est capable de choix politiques courageux, de prendre de la hauteur en appelant à traiter vraiment les causes réelles de la crise. C'est d'abord le blocus de Gaza qui a conduit 1,5 million de Palestiniens à vivre, ou survivre, depuis des mois, sans le minimum vital décent dans des conditions sociales insupportables. Ce blocus inhumain doit être levé sans condition. L'agression israélienne n'a fait qu'ajouter au désastre humanitaire.

C'est aussi et surtout, depuis des années, le refus systématique d'Israël d'appliquer les résolutions de l'ONU, avec la poursuite sans relâche de la colonisation y compris à Jérusalem, avec la construction du mur d'annexion. C'est cette politique qui a provoqué l'impasse politique et sécuritaire, la situation de tensions et de violences, Nicolas Sarkozy doit exiger d'Israël le retour à la légalité internationale et à un processus politique.

Premièrement, en parlant avec le Hamas pour trouver avec lui les arrangements de sécurité nécessaires et les conditions d'une trêve permanente à Gaza. L'Union européenne doit obtenir l'ouverture des points de passage entre Gaza et l'Egypte. Elle doit prendre l'initiative de l'envoi, sous l'égide des Nations Unies, d'une force robuste pour la protection des Palestiniens et pour la sécurisation. Toutes les conditions de l'entrée de l'aide humanitaire doivent être réunies immédiatement.

Deuxièmement, les autorités israéliennes doivent travailler avec l'Autorité palestinienne et l'ensemble des Palestiniens à enclencher de nouvelles négociations de paix crédibles, réellement encadrées par un mécanisme de surveillance internationale, dans le respect de la Charte et des résolutions des Nations-Unies, dans l'esprit de l'initiative de paix arabe qui propose une normalisation durable et la paix contre l'évacuation des territoires occupés depuis 1967.

Troisièmement, à défaut d'un engagement clair des autorités de Tel Aviv dans cette voie et dans celle d'une politique de démantèlement des colonies, la France et ses partenaires européens s'engageront dans une politique de sanctions à l'égard d'Israël, notamment en application de la résolution du Parlement européen d'avril 2002, demandant la suspension de l'accord d'association UE/Israël tant qu'Israël ne respecte pas les Droits de l'Homme. Le rehaussement du statut d'Israël dans le cadre de cet accord, décidé récemment par la Présidence française de l'UE contre l'avis du Parlement européen, doit évidemment être abandonné immédiatement ☺

La Fédération des Landes du PCF appelle les Landaises et les Landais à participer nombreux aux rassemblements prévus

le Samedi 10 Janvier

À Mont-de-Marsan à 10h30 Place Saint-Roch

À Bayonne à 11h.00 Place de la Mairie

Ce n'est pas par la guerre que l'on construit la paix et la sécurité

« Les gens qui se battent peuvent perdre ; les gens qui ne se battent pas ont déjà perdu ! »

Bertolt Brecht

An neuf

En ce début d'année, permettez-moi de vous souhaiter ainsi qu'à vos proches tous mes vœux de santé, de réussite, de bonheur.

Au regard de tout ce qui nous entoure, nous pouvons craindre que l'année 2009 soit difficile pour bon nombre d'entre nous.

Nous le savons bien, les conséquences de la crise vont avoir des répercussions énormes sur le plan économique des pans entiers de l'industrie vont être touchés. Des emplois vont être supprimés, la rigueur budgétaire aura des conséquences économiques -30.000 emplois publics supprimés- et déjà le Président de la République et le gouvernement annoncent la couleur : « cette année sera dure ».

Oui les travailleurs, les salariés vont payer au prix fort la crise du système capitaliste. Et pendant ce temps les profits des grands groupes continuent d'exploser. Les actionnaires se verront verser leurs dividendes et des banquiers bien avisés s'en mettront plein les poches.

Bien sûr on nous dira « c'est le passage obligé » et il n'y a pas d'autres perspective que celle que nous vivons.

Autrement dit, tant pis si dans le monde 75 millions de personnes en plus souffrent de la famine, tant pis si le peuple palestinien meurt sous les bombes, tant pis si les futures générations voient leur avenir s'assombrir...

Contentez-vous de ce qu'on vous propose, et surtout ne dites rien !

C'est justement l'esprit de résistance que veulent briser les fervents défenseurs du capitalisme. Et si effectivement ces dernières décennies le capital a marqué des points contre le monde du travail, il est encore des résistances qui existent et d'autres qui pourraient se construire ces prochaines semaines et prochains mois.

C'est à cette perspective et à cet espoir que veulent œuvrer les Communistes. Etre de tous les combats que ce soit celui de la Paix, celui des Droits, celui du Travail, celui de la Justice, celui des Salaires, celui de la Santé, celui du Rassemblement, voilà notre ambition.

Travailler et œuvrer à la réussite de ces combats va sans aucun doute nous demander une volonté décuplée pour gagner à une

RÉPUBLICAINES LES LANDES

HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION LANDAISE DU P.C.F.

S.A.R.L. « LES LANDES RÉPUBLICAINES »

6-8 rue des Forgerons – BP34

40001 MT DE MARSAN Cedex

Tél. 05.58.46.41.41 – Fax. 05.58.75.97.76

e-mail : landes.rep@wanadoo.fr

Directeur Gérant : Christian DUPRAT

Imprimé : L.R. MONT-DE-MARSAN

C.P. N° 88127 – N° 1798 – 8 Janvier 2009

construction commune. Des combats communs nous en aurons besoin pour que la paix gagne au Proche-Orient, pour que le 29 Janvier soit une très grande journée de mobilisation, pour que tous les salariés de Sony conservent leur emploi, pour que le 07 Juin prochain soit la naissance d'une autre construction européenne.

Vouloir le rassemblement majoritaire populaire,

Vouloir aller à un changement de société,

Voilà des objectifs que nous pouvons nous donner en ces premiers jours de l'An Neuf ☺

Alain Baché

Secrétaire départemental

Réunion du Comité de section du PCF
Bas-Armagnac/Petites Landes
Mercredi 14 Janvier 2009 18h
Office de Tourisme
Labastide d'Armagnac

Réunion du Conseil Départemental
Jeudi 15 Janvier 19h00
À la fédération du PCF à Mont-de-Marsan

Assemblée Générale de Section du PCF du
Pays Dacquois
Samedi 17 Janvier 15h00
local de la section.

Réunion de rentrée
Section Pouillon
Samedi 17 janvier 10h
Salle des associations Pouillon

Formation des Elus
Sur le thème : « comprendre un budget »
Avec Yves Lahoun, vice-président du Conseil Général
des Landes, Maire de Pouillon
Samedi 14 février à partir de 9h30
Salle des Associations Pontonx sur l'Adour

Dans le noir

3 semaines à peine après son inauguration, le nouveau centre pénitentiaire de Mont-de-Marsan a été plongé « dans le noir ».

C'est une panne d'électricité qui a conduit à l'évacuation de l'établissement. Les 90 détenus ont été transférés dans d'autres établissements de la région Aquitaine et Poitou-Charentes.

Une panne qui pose bien des questions. Que se serait-il passé si cette panne était survenue lors de l'occupation maximum de l'établissement prévue pour 690 détenus ?

Autre question : comment un établissement qui a coûté 64 millions d'euros hors taxes peut-il se retrouver ainsi paralysé dans son fonctionnement ?

Et comment ne pas s'interroger aussi sur le type même de la construction réalisée par la multinationale Bouygues ?

Enfin il faut aussi se rappeler que le centre pénitentiaire montois est géré par un organisme privé.

Aujourd'hui, au regard des éléments connus, on peut s'interroger sur les circonstances qui ont conduit à la fermeture de cette construction présentée comme ultramoderne, et hypersécurisée.

Effectivement le risque d'accident zéro n'existe pas. Mais comment ne pas s'interroger sur celui-ci pour décider d'une fermeture totale de l'établissement occupé par à peine 90 détenus.

Que se serait-il passé si l'établissement avait été complet et bien plus quand on sait que toutes les prisons déplorent la surpopulation ? ☘

ASSEDIC et ANPE sont morts...

Remplacés par POLE EMPLOI

Dans le silence le plus total, le Pôle Emploi est né le 5 janvier en remplacement des ASSEDIC et de l'ANPE dans la plus parfaite confusion. En ces temps d'augmentation du nombre des chômeurs (+64.000 en novembre), certains n'ont pas encore perçu aujourd'hui leur allocation du mois de novembre !!!

Avec cette fusion accélérée, les services rendus aux salariés licenciés s'en trouvent encore plus dégradés : retards de paiements, dysfonctionnements, erreurs de traitement.. C'est la panique la plus complète !

En effet cette fusion précipitée n'intègre pas les données de la situation économique actuelle et la montée du chômage qui va encore continuer à s'accroître.

Deux métiers totalement différents fonctionnent dans un temps record pour n'en faire plus qu'un : les salariés ASSEDIC bénéficieront d'une formation commando de 7 jours pour découvrir les joies de l'orientation et du placement. Les agents anpe n'auront que 4 jours pour s'initier aux subtilités de l'indemnisation ☘

scandale MADOFF

ou le vrai visage du capitalisme

Le financier Madoff était jusqu'à ces derniers jours un des hommes les plus courtisés de la planète.

Ses amis étaient les gavés du fric, ces patrons et banquiers qui vous regardent de haut quand vous demandez un petit prêt pour changer la voiture ou le réfrigérateur. Il avait monté un système typiquement capitaliste qui consistait à verser à ses clients les plus anciens des intérêts issus d'une part des dépôts les plus récents.

Cette « cavalerie » rapportait gros. Mais quand les déposants ont voulu récupérer leurs fonds, le montage est tombé comme un château de cartes. L'ex-roi de Wall Street était un arnaqueur, 50 milliards d'euros ont disparu. Les médias banalisent l'affaire. Un escroc, Medoff ? C'est surtout l'un des visages du système capitaliste mondialisé.

Qui nous a vendu l'idée que la modernité rimait avec déréglementation boursière, prêts hypothécaires, crédits subprimes, fonds de pension au lieu de la Sécurité sociale ? Les Sarkozy, Bush, Blair, Strauss-Kahn. Qui refusent d'octroyer des prêts à ceux qui en ont besoin ? Ceux-là mêmes qui ont gaspillé leur fric dans l'affaire Madoff, AGF-Allianz, Rotschild, BNP-Paribas, Natixis, Crédit-Mutuel-CIC, Axa, Groupama, Dexia, Crédit-Agricole... Ce sont les mêmes qui, pour rentabiliser ces fonds, ont obligé, ces dernières années, à licencier des salariés, à délocaliser des entreprises pour engraisser ces malfrats capitalistes. Madoff était un rouage du monde de l'argent roi qui fait tant de mal. Il a détourné 50 milliards d'euros, 20% du budget de la France.

Et pendant ce temps-là, le monde crève de faim, du chômage, des maladies, des bas salaires. Ce monde doit changer de base et ceux qui parlent de moraliser le système sont des menteurs. Le contrôleur de la Bourse de New York était un

parent de Madoff et un adjoint de ce dernier est le fils du ministre de la justice de Bush !

Les Madoff sont consubstantiels du capitalisme, ils le symbolisent. Il en est ainsi car des politiques ont fait les choix qu'il fallait : les droites conservatrices, le plus souvent soutenues par la social démocratie, ont libéré les chiens du capitalisme contre les droits sociaux et démocratiques des travailleurs ; ils ont prétendu détruire les sécurités sociales et les systèmes de retraite par répartition au profit des fonds d'assurance et de retraites par capitalisation. Le résultat est là.

Depuis Maastricht, la liberté totale de circulation des capitaux et des marchandises ne pouvait que conduire à cette catastrophe. La thèse valorisée à l'OMC (Organisation mondiale du Commerce), au FMI (Fonds monétaire international), à Bruxelles, au gouvernement, selon laquelle l'encouragement des riches à être toujours plus riches permettrait de tirer tout le monde vers le haut est fautive. C'est l'exact contraire qui se produit. Les avocats du capitalisme mènent le monde à l'abîme.

Il est temps de taxer la spéculation et les mouvements de capitaux spéculatifs, il est temps de fermer les paradis fiscaux, urgent que l'argent aille aux salaires, à l'emploi et aux systèmes publics de sécurité sociale. Il est temps de lancer un grand débat pur dépasser le capitalisme ☘



Conseil Général

Le financement de la LGV fait débat

Si plusieurs élus socialistes et de droite ont émis des réserves sur ce dossier, qui n'est pas de la compétence du Conseil Général, finalement ils ont adopté le projet de protocole d'intention à la demande de l'Etat.

Seuls les élus communistes, Yves Lahoun et Nicole Bippus, ont voté contre un financement par les contribuables locaux alors qu'il devrait être pris par l'Etat et l'Europe.

Lundi, lors de l'ouverture du budget primitif 2009 (l'examen public des dossiers aura lieu les 2 et 3 février), les conseillers généraux ont dû se prononcer sur le financement de la ligne à grande vitesse Sud-Europe-Atlantique (LGV-SEA) par le département, à la demande de l'Etat, sans examen préalable en commission « transports », comme le fera remarquer Yves Lahoun.

Avant de donner la parole au rapporteur du dossier, Christian Cazade, Henri Emmanuelli a multiplié les critiques sur le financement demandé aux collectivités territoriales et le désengagement de l'Etat : « On est devant le fait du prince : si vous voulez la LGV, il faut payer. Mais le Conseil Général n'a aucune compétence dans ce domaine et de plus on parle de ligne internationale, d'intérêt européen. C'est de la responsabilité du gouvernement de s'emparer de ce dossier dira-t-il.

Il parlera de chantage de la part de l'Etat sans croire à la menace de ne pas réaliser le projet. Et d'ajouter : « Je ne pense donc pas qu'il faille accepter l'espèce de chantage permanent de l'Etat ». Dans son rapport le Président du conseil Général dénonçait également la diminution régulière de l'autonomie financière du département et questionnait : « les collectivités

territoriales peuvent-elles supporter la charge qui leur est transférée ? » et de dire que « toutes ont émis des doutes sérieux ».

« On nous demande l'équivalent d'une année du budget d'investissement » (celui-ci sera de 104 millions d'euros en 2009) dira encore Emmanuelli pendant le débat.

Paroles, paroles... pourrait-on dire puisqu'en fin de débat, il appela à voter le protocole de financement et fut suivi par l'ensemble des élus socialistes et de droite.

Les élus communistes qui déjà en 2005 s'étaient opposés seuls au financement de 24,5 millions d'euros (2 fois l'équivalent annuel des aides du département aux communes pour leurs investissements) pour le tronçon Tours-Bordeaux ont donc une nouvelle fois été les seuls à s'opposer réellement à des transferts de charges financières sur les contribuables locaux.

Yves Lahoun signifiera lui aussi qu'effectivement « tout le monde s'accorde à dire que le dossier de la LGV est de la compétence de l'Etat et de l'Europe ».

Et l'élu du canton de Pouillon de proposer qu'en cette période de crise, où un plan de relance est annoncé, d'y

mettre dedans le projet de LGV. Il dénoncera la dérisoire participation de l'Europe (0,21%) pour un projet d'intérêt européen... Il appela l'Etat à revenir sur les cadeaux fiscaux aux plus fortunés et ainsi il aurait les moyens de financer cette ligne ferroviaire.

Nicole Bippus, l'élu communiste du canton de Sore montrera que les faveurs faites aux concessionnaires privés en privatisant les autoroutes se montent à des milliards d'euros qui permettraient de couvrir les coûts de plusieurs LGV : 43,5 milliards d'euros des péages estimation sur 25 ans qui auparavant allaient à l'Agence de Financement des Infrastructures de Transports (AFIT) vont aujourd'hui dans l'escarcelle des groupes autoroutiers privés.

Nicole Bippus proposa que la Banque Centrale Européenne (BCE) participe au lancement de grands travaux comme la LGV en accordant des emprunts à taux bas ☘

Projet de ligne à grande vitesse « Sud Europe Atlantique » (LGV-SEA)

Cette ligne à grande vitesse est définie comme un ensemble composé de trois branches : Tours-Bordeaux ; Bordeaux-Toulouse et Bordeaux-Espagne. Réseau Ferré de France (RFF) est chargé de la maîtrise d'ouvrage.

Ligne concédée : ligne au privé comme les autoroutes aujourd'hui...

Coût : 12,6 milliards d'euros (valeur 2006) dont 5,6 milliards d'euros pour la section Tours-Bordeaux, hors TVA.

Financeurs : Réseau Ferré de France (RFF), concessionnaire privé, Europe, Etat, collectivités territoriales.

La participation de l'Etat variera entre 65% et 50% du montant des contributions publiques selon que la LGV accueillera ou non des trains de marchandises.

Si sur le tronçon Tours-Bordeaux, RFF et le concessionnaire prendraient 50% du coût, au-delà de Bordeaux jusqu'à la frontière, leurs financements à eux deux varieraient de 35% à 15% selon les tronçons.

Financement prévu pour le tronçon Tours-Bordeaux

RFF + concessionnaire	50%
Union européenne	0,21%
Concours publics	49,79%
dont Etat	24,89%
dont collectivités territoriales	24,89%
	100,00%

~ TRUCS E PATACS ~

« Par un beau matin blanc de neige, trois paysans cheminaient vers la ville où ils allaient plaider au tribunal pour quelques différends de bornages litigieux, d'arbres tombés sur des clôtures ou des

dommages causés par des volailles n'ayant aucun sans de propriété. En route, ils rencontrèrent un avocat qui se dirigeait vers la même destination ; ils le connaissaient bien, en habitués des prétoires et des querelles qui y conduisent. Tout naturellement ils le mirent au courant de leurs soucis du jour. En homme du métier ils le écoutait attentivement quand ils tombèrent, bien allongé sur le bord de la route, raidi par le froid, sur le cadavre d'un renard mort sans doute pendant la nuit.

Il vint à l'avocat une idée pour départager les trois plaignants et qui leur éviterait d'aller jusqu'à la ville, encore lointaine, et leur épargnerait tous les frais de leur séjour.

Il proposa que chacun de ses trois compagnons de route formule une sentence résumant ce qu'avait été la vie du malheureux goupil qui venait de trépasser. Et la meilleure des trois désignerait le vainqueur du procès ; chacun accepta cet arrangement.

Le premier des paysans déclara que cette bête avait dans sa vie marché bien plus souvent pieds nus que chaussés. Bien dit, convint l'avocat ; le second pronostiqua qu'elle avait mangé sans doute plus souvent de la chair crue que de la viande cuite. Sans doute, reconnut l'avocat.

Quant au troisième, invité à s'exprimer à son tour, il délivra l'avis suivant : « Cette bête a sans doute connu dans sa vie pas mal de malheurs, la faim parfois, les pièges, la traque des chiens et des chasseurs, les plombs perdus qui brûlent la peau, mais aucun malheur plus grand que celui de cette nuit, à savoir celui de crever ! »

Très bien, apprécia l'homme du barreau, je crois que c'est là la meilleure des trois raisons ; les deux premiers compagnons en convinrent et tous les quatre s'arrêtèrent à l'auberge prochaine, bien plus accueillante que la plus belle des salles d'audience.

Ceci est un conte traditionnel gascon traduit et adapté par mes soins pour marquer une respiration paisible en cette trêve des confiseurs et oublier un instant, si faire se peut, l'actualité politique, économique et sociale sur laquelle nous reviendrons dans les prochains « Trucs et Patacs ».

Bonne Année à tous les lecteurs des « Landes Républicaines »

Mathieu Lacougue